



مركز الكفاءات للتغير المناخي
CC Maroc
Centre de Compétences Changement Climatique



Décryptage des résultats de la COP26

Glasgow, Novembre 2021



Table des matières

Résumé exécutif.....	3
Négociations formelles	6
Pacte de Glasgow pour le climat	6
Questions relatives au financement.....	8
Article 6	9
Pertes et préjudices	9
Questions relatives à l'adaptation	10
Questions méthodologiques liées au cadre de transparence renforcé des mesures et de l'appui visé à l'article 13 de l'Accord de Paris.....	10
Calendriers communs pour les CDN	11
Sources de données du bilan mondial de 2023.....	12
Mesures de riposte	12
Programme de travail Action commune de Koronivia pour l'agriculture.....	13
Programme de travail renforcé de Lima relatif au genre.....	13
Action pour l'autonomisation climatique	14
Autour de la COP.....	15
Annonces de la présidence britannique de la COP.....	15
Engagements en matière de déforestation.....	15
Engagement mondial concernant le méthane	15
Élimination progressive du charbon	16
Financement des combustibles fossiles.....	16
Voitures à zéro émission	16
Alliance financière	17
Percées de Glasgow	17
Autres annonces effectuées lors de la COP26	17
Déclaration d'ouvertures.....	18
Sommets des Leaders Mondiaux et annonces de nouveaux CDN	19
Impact des nouveaux engagements sur l'objectif 1,5°C.....	20
Déclaration conjointe des États-Unis et de la Chine sur la question de la crise climatique	21
L'alliance « Au-delà du pétrole et du gaz »	21
Manifestations et implication de la société civile	22
Implication de la jeunesse.....	22
Gestion sanitaire, files d'attente et accès à la conférence.....	22
La route vers la COP27	23

Résumé exécutif

La Conférence de Glasgow sur les changements climatiques s'est tenue du 31 octobre au 13 novembre 2021. Elle s'est réunie après un an de report dû à la pandémie mondiale de la COVID-19. Il s'agissait de la première réunion de Parties à un accord environnemental multilatéral à avoir lieu en présentiel depuis le début de la pandémie mondiale de la COVID-19. Au total, 39 509 personnes se sont inscrites à la conférence : 21 967 représentants des Parties et des États observateurs ; 14 033 observateurs ; et 3 781 médias.

La conférence a mis en place des dispositions logistiques uniques, notamment des exigences en matière de tests quotidiens et de distanciation sociale dans les salles de réunion. La zone bleue, où se déroulaient les négociations et les événements parallèles, était limitée à 10 000 personnes, quota qui était souvent atteint à la mi-journée. Pour ceux qui ne pouvaient pas accéder à la zone bleue, une plateforme en ligne facilitait l'accès aux négociations et aux autres événements. Tout au long de la conférence, et en particulier lors du Sommet des leaders mondiaux, les observateurs ont attiré l'attention sur le manque d'accès de la société civile aux espaces de négociation. Certains aspects de la conférence étaient plus familiers aux habitués des COP, notamment les rassemblements de dernière minute en plénière pour régler les questions en suspens. Les données relatives aux taux d'infection par la COVID-19 n'ont pas été publiées par la présidence britannique.

La Conférence de Glasgow sur les changements climatiques comprenait les réunions suivantes :

- La 26^{ème} réunion de la Conférence des Parties à la Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatique (COP26),
- La 16^{ème} réunion de la Conférence des Parties agissant en tant que Réunion des Parties au Protocole de Kyoto (CMP16),
- La 3^{ème} réunion de la Conférence des Parties servant en tant que Réunion des Parties à l'Accord de Paris (CMA3) ;
- Les 52-55^{ème} réunions de l'Organe subsidiaire de mise en œuvre (SBI 52-55),
- Et les 52-55^{ème} réunions de l'Organe subsidiaire de conseil scientifique et technologique (SBSTA 52-55).

Les Parties ont adopté le **Pacte de Glasgow pour le climat**, qui comporte une série de trois décisions générales, qui pour la première fois dans le processus de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC), fait référence à la **réduction progressive** de l'utilisation de l'énergie au charbon et à la suppression des subventions inefficaces aux combustibles fossiles.

Parmi les aspects substantiels des décisions à noter, figurent les éléments suivants :

- **Un appel aux pays développés à doubler leur financement de l'adaptation d'ici 2025, par rapport aux niveaux de 2019 ; et**
- **Un appel aux Parties qui n'ont pas encore communiqué de nouvelles Contributions Déterminées au niveau National (CDN) ou de mises à jour de celles-ci, à le faire avant la prochaine COP (en 2022).**

La décision de Glasgow demande également à tous les pays qui ne l'ont pas encore fait de **soumettre des stratégies à long terme à l'horizon 2050**, en vue d'appuyer une transition équitable vers des émissions nettes nulles vers le milieu du siècle. Ensemble, des CDN et des

stratégies à long terme plus solides devraient contribuer à aligner les objectifs à l'horizon 2030 avec ceux de zéro émission nette, ainsi qu'à renforcer les ambitions. Par ailleurs, la décision stipule que les pays **"sont résolus à poursuivre leurs efforts pour limiter l'augmentation de la température à 1,5 degré C"**, ce qui donne à ce seuil de température une importance encore plus grande que dans l'Accord de Paris.

Le Pacte établit également :

- **une table ronde ministérielle annuelle de haut niveau sur l'ambition pré-2030 ;**
- **le « dialogue de Glasgow » entre les Parties sur les pertes et préjudices qui se tiendra de 2022 à 2024 ; et**
- **un dialogue annuel visant à renforcer l'action en faveur des océans.**

En outre, le pacte demande aux Parties d'envisager de nouvelles mesures pour réduire les gaz puissants autres que le CO₂, tels que le **méthane**, et insiste sur la nécessité de **"réduire progressivement l'utilisation du charbon"** et de **"supprimer progressivement les subventions aux combustibles fossiles"**. C'est la première fois que les négociateurs font explicitement référence à l'abandon du charbon et à la suppression progressive des subventions aux combustibles fossiles dans un texte de décision de la COP.

Cette COP a également **reconnu l'importance de la nature**, tant pour la réduction des émissions des gaz à effet de serre (GES) que pour le renforcement de la résilience aux effets du changement climatique, à la fois dans le texte officiel et par le biais d'une série d'initiatives annoncées en marge de la conférence.

Les décisions comportent également des sections sur la science, l'adaptation, le financement de l'adaptation, l'atténuation, le financement, la technologie et le renforcement des capacités, les pertes et préjudices, la mise en œuvre et la collaboration.

Avant la tenue de la COP26, 153 pays, représentant 49% des émissions mondiales de gaz à effet de serre, avaient mis à jour leurs CDN sur la base des objectifs fixés par l'Accord de Paris. Selon les estimations du rapport de synthèse du Secrétariat de la CCNUCC, ces CDN actualisés entraîneraient un **réchauffement de la planète de 2,7°C d'ici 2100**. Les pays développés avaient également publié une feuille de route dans laquelle ils admettent **qu'ils ne parviendront pas à atteindre l'objectif promis en 2009 de 100 milliards de dollars par an à l'horizon 2020** pour le financement du climat, et qu'ils ne l'atteindront probablement pas avant 2023.

Si l'on tient compte des engagements des pays à atteindre des émissions nettes nulles d'ici le milieu du siècle, certaines analyses montrent que l'augmentation de la température pourrait être limitée à environ 1,8 ou 1,9 degré Celsius. Mais les objectifs 2030 de certains grands émetteurs sont si faibles (notamment ceux de l'Australie, de la Chine, de l'Arabie Saoudite, du Brésil et de la Russie) qu'ils n'offrent pas de voies crédibles pour atteindre leurs objectifs nets nuls. Pour résoudre ce problème, ces pays doivent renforcer leurs objectifs de réduction des émissions pour 2030 afin de s'aligner au moins sur leurs engagements nets zéro.

Face à ce contexte difficile, le Sommet des Leaders Mondiaux a réuni plus de 120 chefs d'État et de gouvernement. Des appels forts ont été lancés en faveur d'une plus grande ambition, et plusieurs pays développés ont fait de nouvelles promesses financières. Selon la présidence britannique, 800 millions de dollars ont été promis pour l'adaptation lors de la COP26, dont la **toute première contribution des États-Unis au Fonds d'adaptation**. D'autres promesses financières ont été faites par le Japon, l'Allemagne et l'Espagne, entre autres. Il y a eu quelques nouvelles promesses

de CDN ou de net zéro. **La plus notable d'entre elles est la promesse de l'Inde de parvenir à un niveau net zéro d'ici 2070.**

Parmi les nouveaux partenariats et les nouvelles déclarations annoncés au cours du Sommet des Leaders Mondiaux, on peut citer :

- **la déclaration des dirigeants de Glasgow sur les forêts et l'utilisation des terres**, signée par 120 pays, visant à stopper et à inverser la perte de forêts et la dégradation des terres d'ici 2030, soutenue par des fonds publics pour la conservation des forêts et une feuille de route mondiale visant à rendre durables 75% des chaînes d'approvisionnement en produits forestiers ; et
- **l'Engagement mondial concernant le méthane**, signé par plus de 100 pays, qui s'engagent à réduire collectivement les émissions mondiales de méthane de 30 % d'ici à 2030.

Tout au long de la COP26, de nombreuses autres déclarations et alliances ont été annoncées, lors d'événements organisés par la présidence ou lors de conférences de presse.

Après le départ des dirigeants, malgré des négociations divisées, **les Parties ont réussi à finaliser le Rulebook de l'Accord de Paris** et à adopter d'autres résultats substantiels. Au cours des plénières de clôture, les Parties ont indiqué que le paquet global examiné n'était pas parfait, et beaucoup ont souligné qu'elles adoptaient le paquet "***dans un esprit de compromis***". De nombreux pays en développement ont **déploré le résultat sur les pertes et préjudices**. Ils avaient demandé un mécanisme financier pour les pertes et préjudices mais les résultats ne comprennent qu'un renforcement du ***Réseau de Santiago*** et de ses fonctions de soutien technique, et un dialogue de deux ans.

En complétant le Rulebook de l'Accord de Paris, **l'Accord est désormais opérationnel et applicable**. Depuis 2018, date à laquelle les pays ont complété la plupart des éléments du Rulebook, **l'article 6 (approches coopératives)** et les calendriers communs étaient encore des éléments à finaliser. **À Glasgow, des décisions ont été adoptées sur ces deux questions pour rendre opérationnels l'échange de crédits carbone, un marché du carbone et un cadre pour les approches non fondées sur le marché.**

En ce qui concerne les calendriers communs, **les pays ont convenu de soumettre de nouveaux CDN en 2025, dont la date limite sera 2035, et, en 2030, de soumettre des CDN dont la date limite sera 2040**, et ainsi de suite. Les CDN seront régulièrement mis à jour tous les cinq ans, chacun d'entre eux ayant une durée de dix ans.

Le cadre de transparence renforcé a été entièrement achevé, les tableaux, les grandes lignes et les autres formats des rapports ayant été approuvés. Cela permettra aux Parties de soumettre leurs premiers rapports bisannuels de transparence au titre de l'Accord de Paris en 2024. Le soutien aux pays en développement pour qu'ils s'acquittent de leurs obligations au titre du cadre de transparence renforcé a été inclus dans les décisions de financement.

Négociations formelles

Pacte de Glasgow pour le climat

La surprise de la COP26 a été l'adoption du "Pacte de Glasgow pour le climat", une décision politique sans précédent, longue et de grande envergure, en faveur d'une réponse climatique plus ambitieuse. La présidence britannique n'était pas mandatée pour faire passer cette décision, qui ne figurait à l'ordre du jour d'aucune des procédures formelles.

Bien que le texte ait déçu de nombreuses personnes en raison du manque « d'équilibre » entre la force du langage et l'action requise en matière de réduction des émissions, de financement ou de pertes et préjudices, le fait qu'il ait été adopté constitue une nouveauté relative pour le processus de la COP.

Le Pacte de Glasgow est beaucoup plus long que les documents équivalents (par exemple la décision intitulée « *Chili Madrid – Le temps de l'action* » adoptée lors de la COP25 en 2019, et qui ne comptaient que sept pages au total et reprenaient en grande partie les termes de l'Accord de Paris). Le texte de Glasgow - qui est en fait réparti sur trois documents - compte 11 pages pour la décision au titre de l'Accord de Paris (1/CMA.3), plus 8 pages pour la décision au titre de la Convention des Nations Unies sur les Changements Climatiques (1/CP.26) et une autre pour celle au titre du Protocole de Kyoto (1/CMP.16).

Il y a trois ans à peine, lors de la COP24 à Katowice, l'Arabie saoudite et les États-Unis avaient repoussé les efforts visant à "saluer" les conclusions du rapport spécial du GIEC sur les conséquences d'un réchauffement planétaire de 1,5 °C. **Désormais, le texte de Glasgow place les conclusions du GIEC au premier plan, sous le premier sous-titre "science et urgence"**. Il "reconnaît" que les impacts du changement climatique seront "beaucoup plus faibles" à 1,5°C qu'à 2°C et "décide de poursuivre les efforts" pour rester sous cette limite inférieure. L'accent est ainsi légèrement mis sur la limite de 1,5 °C, le texte de Paris lui-même se contentant de dire que les pays "poursuivront leurs efforts" pour rester en deçà de cette hausse de la température mondiale.

Le Pacte "note avec une vive inquiétude" que les engagements actuels verront les émissions augmenter d'ici 2030 et lance un programme de travail sur des réductions plus rapides "au cours de cette décennie critique", **avec un rapport attendu à la COP27 l'année prochaine**. Le Pacte demande qu'un projet de décision soit élaboré à ce sujet, ce qui signifie que la nécessité d'une ambition accrue avant 2030 sera officiellement à l'ordre du jour de la prochaine COP - et potentiellement des sommets futurs. Il lance également une réunion ministérielle annuelle sur **"l'ambition pré-2030"**, la première étant prévue lors de la COP27.

Le pacte "demande" ensuite aux pays de **"revoir et renforcer" leurs objectifs d'ici la fin 2022** "si nécessaire pour s'aligner sur l'objectif de température de l'Accord de Paris (...) en tenant compte des différentes circonstances nationales". En définitive, cette "demande" risque d'être ignorée par certains pays en 2022, de la même manière qu'une quarantaine de pays n'ont pas proposée de nouvelles CDN ou de CDN actualisées avant la COP26. Néanmoins, le texte prévoit clairement que tous les pays devront relever le défi l'année prochaine, et une pression diplomatique intense sera probablement exercée sur ceux qui refusent de jouer le jeu. Là encore, cela va au-delà de ce qui a été convenu à Paris, où les pays n'étaient censés mettre à jour leurs engagements que tous les cinq ans - avec la possibilité de le faire à tout moment.

Le Pacte reflète également des décisions adoptées ailleurs dans la COP sur des questions telles que l'adaptation, le financement et les pertes et préjudices. Les points saillants sont les suivants :

- Le lancement d'un programme de travail de deux ans pour définir un nouvel objectif mondial en matière d'adaptation, intitulé « Glasgow Sharm el-Sheikh »,
- Un engagement des pays développés à "au moins doubler" le financement de l'adaptation d'ici 2025 comparé à 2019,
- La reconnaissance des pertes et préjudices déjà causés par le réchauffement climatique et un accueil favorable à l'opérationnalisation du "Réseau de Santiago",
- La mise en place du dialogue de Glasgow sur deux ans "pour discuter des modalités de financement des activités visant à prévenir, minimiser et traiter les pertes et préjudices",
- Une note exprimant le "profond regret" que l'objectif de 100 milliards de dollars pour le financement du climat n'ait pas encore été atteint, les pays développés étant "exhortés" à "tenir pleinement leurs engagements (...) de toute urgence et jusqu'en 2025",
- Un engagement à "augmenter de manière significative" le soutien financier et un nouvel organe pour convenir de l'objectif de financement post-2025 d'ici 2024,
- Des références répétées aux droits humains, aux droits des peuples autochtones et à l'égalité des sexes, ainsi qu'à la nécessité de garanties sociales et environnementales,
- La reconnaissance de la nécessité de protéger, conserver et restaurer "la nature et les écosystèmes (...) notamment grâce aux forêts et autres écosystèmes terrestres et marins",
- Une invitation aux Parties à "envisager de nouvelles mesures pour réduire d'ici 2030" les autres gaz à effet de serre, y compris le méthane.

Un paragraphe du Pacte a suscité une attention médiatique importante et aurait, selon les médias, « presque fait couler le Pacte ». Il s'agit du paragraphe 36 du texte de la CMA qui, dans la première version partagée par la présidence de la COP26, "appelle les Parties à accélérer la sortie du charbon et des subventions aux énergies fossiles". Lorsque le Pacte a été scellé trois jours plus tard, le samedi soir, ce paragraphe avait été modifié pour devenir **"l'accélération des efforts en vue de l'élimination progressive de l'énergie produite à partir du charbon et de la suppression des subventions inefficaces aux combustibles fossiles"**, avec un texte supplémentaire sur le soutien aux plus pauvres et la nécessité d'une transition juste. Le changement final de langage a été proposé publiquement en séance plénière par le ministre indien de l'environnement Bhupender Yadav, dans les derniers moments tendus de la réunion de clôture. Après l'intervention de Yadav, de nombreux pays ont pris la parole pour exprimer leur "profonde déception" face à ce changement de langage, le qualifiant de "pilule amère" à avaler et s'opposant à la manière dont il avait été convenu lors de négociations à huis clos entre les États-Unis, l'Union européenne, la Chine, l'Inde et le Royaume-Uni. Certains commentateurs ont également souligné l'absence de mention de pétrole et de gaz dans le texte, ou ont affirmé que le véritable enjeu était le refus des États-Unis de discuter d'une élimination progressive de tous les combustibles fossiles. À noter que cette référence explicite à la réduction de l'utilisation du charbon constitue une première importante pour le processus climatique des Nations unies, après près de 30 ans de sommets.

Un point encore plus controversé est le fait que le Pacte ne crée pas de "mécanisme de Glasgow pour la compensation des pertes et préjudices", un mécanisme financier destiné à

répondre aux préjudices climatiques actuels, qui avait été proposé par le groupe de pays en développement (G77+Chine), avec un large soutien.

Questions relatives au financement

Le financement a peut-être été la question qui a le plus marqué les négociations de la COP26, imprégnant pratiquement tous les aspects des pourparlers.

En 2009, les pays développés s'étaient engagés à mobiliser 100 milliards de dollars par an à l'horizon 2020 et jusqu'en 2025, pour soutenir les efforts climatiques des pays en développement. Dans le Pacte de Glasgow pour le climat, il a été noté "avec un profond regret" que les pays développés n'ont pas atteint cet objectif en 2020 (selon des estimations récentes de l'OCDE, **le financement total du climat a atteint 79,6 milliards de dollars en 2019**). Cet échec a marqué la COP26 dès le début. De nombreux dirigeants du Sud qui se sont exprimés au cours des deux premiers jours ont attiré l'attention sur ce point et les délégués ont exprimé leur inquiétude quant à la rupture de confiance entre les Parties. Le résultat de la COP26 a clairement indiqué que ces pays sont toujours tenus de remplir cet objectif dès que possible, et stipule que ces pays doivent rendre compte de leurs progrès.

Les pays ont également convenu d'un processus solide pour élaborer un nouvel objectif de financement climatique, plus large, qui entrera en vigueur après 2025. Contrairement aux 100 milliards de dollars, l'objectif post-2025 est négocié dans le cadre du processus de la CCNUCC. Cette fois, les pays en développement souhaitent que l'analyse scientifique de leurs besoins serve de base à cette négociation (une évaluation récente du Comité permanent du financement de la CCNUCC a d'ailleurs conclu que ces nations auraient besoin de près de **6 milliards de dollars jusqu'en 2030 pour soutenir seulement la moitié des actions prévues dans leurs CDN**). Les pays ont identifié un large éventail d'options pour garantir un processus technique inclusif et solide pour développer ce nouvel objectif, et ont établi un programme de travail ad hoc pour réunir des experts techniques et des ministres afin de préciser les détails. L'objectif de financement du climat après 2025 devrait être fixé d'ici 2024.

Une autre question clé pour les pays en développement était la qualité du financement du climat. De nombreux pays parmi les plus pauvres et parmi les Petits États insulaires ont du mal à accéder à aux fonds de financement climatique. **En l'état actuel des choses, les flux financiers tels que les prêts à taux d'intérêt élevé sont souvent inclus dans les rapports sur le financement du climat, malgré les critiques que cette pratique soulève**, étant donné que de nombreuses ONG estiment que les montants mobilisés ne représentent qu'une fraction des totaux cités par les pays développés. Tout au long des négociations, les pays développés ont résisté aux appels en faveur d'une définition pratique du "financement climatique", une idée avancée depuis longtemps par les pays en développement, qui pourrait clarifier ce qui est comptabilisé exactement dans ces totaux.

Les nations les plus riches avaient leurs propres priorités de négociations, principalement la **question de l'élargissement de la base des donateurs**. La liste des pays tenus de fournir un financement dans le cadre de la CCNUCC est basée sur ceux qui étaient membres de l'OCDE en 1992. Elle ne comprend donc pas les pays riches, comme la Corée du Sud ou les États du Golfe.

Les pays développés ont convenu de doubler au moins le financement de l'adaptation d'ici 2025, ce qui représenterait au moins 40 milliards de dollars. Il s'agit d'une étape importante pour remédier au déséquilibre persistant entre le financement des efforts d'atténuation et celui de l'adaptation. Toutefois, et bien que cela représente une amélioration significative par rapport aux

niveaux actuels, cela ne représente qu'une fraction du montant nécessaire. En effet, le Programme des Nations Unies pour l'Environnement estime que_

les coûts annuels d'adaptation pour les pays en développement s'élèvent aujourd'hui à 70 milliards de dollars, mais que ce montant pourrait quadrupler d'ici à 2030.

Le Fonds d'adaptation a atteint des niveaux de contributions sans précédent, avec de nouvelles promesses de dons estimées à 356 millions de dollars, ce qui représentent près de trois fois son objectif de mobilisation pour 2022. Le Fonds pour les pays les moins avancés, qui soutient l'adaptation au changement climatique dans les pays les moins avancés du monde, a également reçu un montant record de 413 millions de dollars en nouvelles contributions. Bien que ce financement ne représente qu'une fraction des milliards dont ont besoin les pays en développement, ces progrès ont été chaleureusement accueillis par les pays en développement présents à Glasgow. En effet, ce fonds a l'avantage de se concentrer exclusivement sur les projets d'adaptation et d'être entièrement financé par des subventions plutôt que par des prêts aux nations les plus pauvres.

Article 6

Après cinq ans de négociations, les gouvernements du monde entier se sont mis d'accord sur les règles du marché mondial du carbone, conformément à l'article 6 de l'Accord de Paris, et qui représentaient une des questions les plus controversées de ces dernières années. Les négociations ont tenté de trouver un équilibre entre le fait de parvenir à un accord sur les règles tout en veillant à ce qu'elles ne sapent pas l'ambition climatique, mais préservent au contraire l'intégrité environnementale et sociale. En fin de compte, **les négociateurs ont convenu d'éviter le double comptage**, dans lequel plusieurs pays pourraient prétendre que les mêmes réductions d'émissions comptent pour leurs propres engagements climatiques. Cette mesure est essentielle pour réaliser de réels progrès en matière de réduction des émissions. Les pays ont également décidé que **5% des recettes doivent être consacrées au financement de l'adaptation dans le cadre des mécanismes de marché traditionnels** (article 6.4), bien que dans le cadre des échanges bilatéraux de crédits entre pays (article 6.2), **la contribution des fonds à l'adaptation ne soit que "fortement encouragée"**, ce qui pourrait réduire cette source de financement potentiellement sûre pour l'adaptation.

Malheureusement, les pays ont décidé **d'autoriser le report d'anciens crédits carbone générés depuis 2013 dans le cadre du mécanisme de développement propre du Protocole de Kyoto** pour aider à respecter les engagements climatiques de l'Accord de Paris. Lors de la COP27, il sera crucial que les négociateurs mettent en place des directives strictes pour s'assurer que tous ces anciens crédits autorisés à être utilisés représentent de réelles réductions d'émissions.

Pertes et préjudices

La COP26 a placé la question cruciale des pertes et des préjudices sur le devant de la scène. Le changement climatique entraîne déjà des pertes dévastatrices de vies, de terres et de moyens de subsistance. Certains dommages sont permanents, qu'il s'agisse de communautés anéanties, d'îles qui disparaissent sous les vagues ou de ressources en eau qui s'assèchent. Les nations vulnérables veulent de l'argent et un soutien pour les personnes menacées par ces impacts. Cependant, les pays riches ont toujours résisté à cette idée, craignant d'être contraints de payer des compensations en raison de leur responsabilité historique dans le changement climatique.

Lors de la COP26, les pertes et préjudices ont constitué un différend majeur, faisant traîner les négociations en longueur alors que les pays en développement, notamment les États insulaires, refusaient de renoncer à leurs appels urgents en faveur de l'aide aux communautés vulnérables. Le

premier jour du sommet, les nations insulaires de Tuvalu et d'Antigua-et-Barbuda ont d'ailleurs annoncé le lancement d'une commission qui pourrait leur permettre de réclamer des dommages et intérêts aux grands émetteurs par voie judiciaire.

Un certain nombre de pays vulnérables aux changements climatiques ont plaidé pour que la COP26 crée un nouveau mécanisme de financement dédié aux pertes et préjudices, mais cette idée a été repoussée par les nations développées telles que les États-Unis. Au lieu de cela, les pays se sont contentés de créer un nouveau dialogue consacré à la discussion des dispositions possibles pour le financement des pertes et préjudices. Bien que cela soit largement insuffisant, cela offre un espace pour développer des solutions concrètes qui peuvent conduire à plus de progrès sur le financement dans les années à venir - ce qui est une première pour les discussions de la COP.

Les engagements financiers de l'Écosse et de la Wallonie (Belgique) - respectivement 2 millions de livres (2,6 millions de dollars) et 1 million d'euros (1,1 million de dollars) - en faveur de la lutte contre les pertes et préjudices, les premiers du genre, ont été les bienvenus, tout comme l'engagement similaire de diverses organisations philanthropiques. Ils ont contribué à couper court au débat politique et à mettre sur la table la responsabilité du financement des pertes et préjudices.

Les pays ont également convenu de rendre opérationnel et de financer le réseau de Santiago sur les pertes et préjudices créé lors de la COP25 à Madrid, et de catalyser l'assistance technique dont les pays en développement ont besoin pour traiter les pertes et préjudices de manière solide et efficace.

Les pertes et préjudices seront probablement l'une des questions les plus importantes en vue du sommet de la COP27 l'année prochaine.

Questions relatives à l'adaptation

Les pays en développement sont également venus à Glasgow dans l'espoir de créer un plan clair pour élaborer des orientations sur l'évaluation collective des progrès accomplis dans la réalisation de l'objectif mondial en matière d'adaptation (GGA), un élément clé de l'Accord de Paris qui vise à renforcer la résilience et à réduire la vulnérabilité aux impacts climatiques. La COP26 a adopté le **programme de travail de Glasgow-Sharm el-Sheikh pour le GGA**. Celui-ci se déroulera entre 2022 et 2024 - pour aider à améliorer l'évaluation des progrès vers l'objectif d'adaptation et permettre sa mise en œuvre - par le biais d'ateliers réguliers et de travaux sur les méthodologies d'évaluation des progrès.

Questions méthodologiques liées au cadre de transparence renforcé des mesures et de l'appui visé à l'article 13 de l'Accord de Paris

À un niveau très élémentaire, les règles de transparence visent à garantir que les pays communiquent suffisamment d'informations pour déterminer s'ils respectent ou non leurs engagements, si le monde est en bonne voie pour atteindre ses objectifs climatiques et, surtout, si ces informations sont fiables. L'article 13 de l'Accord de Paris a établi un "cadre de transparence renforcée", qui vise à "renforcer la confiance mutuelle et à promouvoir une mise en œuvre efficace" par la fourniture d'informations sur "les actions et le soutien". En vertu de ce nouveau cadre, tous les pays devront rendre compte de leurs émissions, des progrès réalisés par rapport à leurs engagements en matière de climat et de leurs contributions au financement climatique, au moins tous les deux ans. Les Parties sont également censées faire rapport sur les impacts climatiques et leurs efforts d'adaptation. Tous les rapports feront l'objet d'un "examen technique par des experts" et d'un processus d'examen par les pairs appelé "examen multilatéral de facilitation des progrès". Il s'agit d'un changement majeur par rapport au régime précédent, qui prévoyait des exigences différentes pour les pays développés et les pays en développement.

La principale question à laquelle étaient confrontés les négociateurs lors de la COP26 était de définir ce que devaient contenir les rapports d'inventaire des émissions et les mises à jour des progrès réalisés par les pays, ainsi que la manière dont ils devaient indiquer l'utilisation de la flexibilité - et comment ils devaient présenter un "résumé structuré" de leurs résultats. Si, à première vue, ces discussions semblent incroyablement techniques et, s'articulant comme elles le font autour de la création de feuilles de calcul et d'autres méthodes de communication des données, peu susceptibles de provoquer une grande controverse, elles ont constitué une source majeure de conflit lors de la COP26. Lors de l'élaboration des différents "formats tabulaires communs" du cadre de transparence, les principaux différends ont porté sur la flexibilité accordée aux pays en développement et sur la manière de l'exprimer.

Tous les pays ont finalement accepté de soumettre des informations sur leurs émissions et sur le soutien financier, technologique et de renforcement des capacités en utilisant un ensemble commun et normalisé de formats et de tableaux. Les rapports devraient être ainsi plus transparents, plus cohérents et plus comparables, ce qui, on l'espère, pourrait mieux tenir les pays responsables de ce qu'ils disent vouloir faire.

Calendriers communs pour les CDN

Lors de la COP24 en 2018, les pays ont convenu que toutes les CDN devraient couvrir un "calendrier commun" à partir de 2031, la longueur de ce calendrier devant être décidée ultérieurement. Les discussions lors de la COP25 à Madrid n'ont pas abouti à un accord sur les calendriers communs et n'ont pas réussi à réduire une longue liste de 10 options comprenant notamment des calendriers de cinq ans, de dix ans, un choix entre les deux, ou des hybrides des deux.

À l'approche de la COP26, l'UE a donné un coup de pouce aux négociations en se prononçant en faveur d'un calendrier commun de cinq ans pour les engagements, alors qu'elle y était précédemment opposée. Elle s'est ainsi mise sur la même longueur d'onde que les États-Unis et la Chine, qui préféraient depuis longtemps des calendriers de CDN plus courts. D'autres Parties, cependant, dont l'Arabie Saoudite, la Russie et le Japon, étaient toujours en faveur d'engagements sur dix ans, tandis que le Groupe Arabe et les « *Like Minded Developing Countries* » (littéralement « les pays en développement qui pensent pareil », étaient favorables à des calendriers différents pour les pays développés et les pays en développement.

À la fin de la première semaine de la COP26, les négociateurs semblaient avoir peu progressé, avec un projet de texte contenant toujours neuf options et un grand nombre de sections entre crochets de texte non résolu. Dès le deuxième vendredi du sommet, un nouveau projet de texte a vu le jour et la décision finale "encourage" toutes les Parties à soumettre des engagements quinquennaux tous les cinq ans, en commençant par des engagements en 2025 couvrant la période 2031-2035.

L'alignement des dates des CDN sur des cycles quinquennaux permettra, on l'espère, de stimuler l'ambition et l'action à court terme, de faciliter une meilleure compréhension des progrès mondiaux, de s'assurer que les pays prennent des mesures sur la même période, et de suivre le cycle quinquennal de l'Accord de Paris pour renforcer leurs plans.

L'utilisation du terme "encouragé", plutôt qu'un langage plus fort, pourrait cependant affaiblir l'impact de cette décision. En effet, le terme "encourage" se situe à l'extrémité inférieure du spectre lorsqu'il s'agit de textes juridiques de la CCNUCC - et n'entre certainement pas dans le domaine d'une instruction impérative. De plus, la décision "réaffirme également la nature déterminée au niveau national" des CDN. Cela reflète l'argument de certains pays selon lequel les engagements en

matière de climat sont déterminés au niveau national et que cette discrétion devrait s'appliquer au calendrier ainsi qu'au contenu de leurs engagements.

Sources de données du bilan mondial de 2023

Dans le cadre de l'Accord de Paris, les nations ont convenu d'évaluer périodiquement tous les différents aspects liés à l'action climatique afin de s'assurer que le monde est sur la bonne voie pour atteindre ses objectifs. Pour ce faire, l'article 14 de l'Accord de Paris prévoit la tenue d'un "bilan mondial" quinquennal qui comprendrait une évaluation de l'atténuation, de l'adaptation et des "moyens de mise en œuvre et de soutien", tels que le financement. Le premier bilan doit avoir lieu en 2023 et la COP26 devait être l'occasion de finaliser les règles avant que les travaux sur la première série de dialogues techniques ne commencent au début de l'année prochaine.

La structure du bilan a été largement décidée en 2018 lors de la COP24. Les négociations virtuelles qui se sont tenues plus tôt en 2021 avaient déjà donné lieu à des discussions constructives sur les "sources de données", telles que les rapports scientifiques, qui devaient être décidées avant le début des travaux en 2022. Les négociations de la COP26 dans ce domaine ont été relativement peu controversées et se sont terminées à la fin de la première semaine.

Mesures de riposte

Les « mesures de riposte » est un raccourci de l'expression « impacts de la mise en œuvre des mesures de riposte » et fait référence aux conséquences des actions entreprises pour prévenir le changement climatique. Le concept et la formulation ont été définis dans la Convention-Cadre des Nations unies sur les Changements Climatiques de 1992, qui a mis en évidence divers types de pays susceptibles d'être particulièrement affectés par la réponse au changement climatique. Il s'agit notamment, selon la Convention, des pays suivants : "les pays dont l'économie est fortement tributaire des revenus générés par la production, la transformation et l'exportation, et/ou par la consommation de combustibles fossiles."

Historiquement, les mesures de riposte ont été défendues par les pays exportateurs de pétrole qui craignaient de souffrir de pertes financières importantes à cause de la transition énergétique. Cependant, les mesures de riposte couvrent l'ensemble des impacts positifs et négatifs sur la vie sociale, économique, politique et environnementale. Par exemple, les mesures d'intervention comprennent l'égalité des sexes, l'impact sur les communautés autochtones, la santé et l'emploi, et l'impact sur la biodiversité. En conséquence, l'intérêt pour la question s'est élargi pour inclure les exportateurs agricoles les plus pauvres, par exemple. Le Groupe Africain de Négociations a donc joué un rôle de plus en plus important dans les négociations sur le sujet ces dernières années. Plus récemment, la question des ajustements carbone aux frontières est revenue sur le devant de la scène, les pays en développement ayant proposé, lors de la réunion des organes subsidiaires de juin, que ces ajustements soient également abordés dans les discussions sur les mesures de riposte.

Le forum sur les mesures de riposte dans le cadre du processus de la CCNUCC a toujours été politisé, les négociations se prolongeant souvent jusqu'à la deuxième semaine des COP afin de permettre à certaines Parties d'obtenir des concessions dans d'autres domaines des négociations. Lors de la COP26, après 11 heures de négociations, un texte de décision a été finalisé le deuxième mercredi.

Les négociations ont porté sur la manière de mettre en œuvre le plan de travail d'une durée de six ans du Comité d'experts de Katowice sur les impacts des mesures de riposte mises en œuvre (KCI), le comité technique du forum, qui a été interrompu en raison de la pandémie du coronavirus. Dans l'ensemble, les pays développés étaient favorables à l'option d'accepter les contributions existantes

fournies par les présidents subsidiaires pour la mise en œuvre du plan de travail, tandis que les pays en développement ont estimé que les perturbations ont été trop importantes et que de nouvelles contributions sont nécessaires.

Le rapport final "demande" au secrétariat d'organiser un atelier de deux jours à l'occasion de la prochaine réunion de l'organe subsidiaire, en juin 2022, pour faire avancer la mise en œuvre des activités du plan de travail. Un accord a aussi été conclu pour que les Parties soumettent leurs points de vue sur les mesures de riposte afin de contribuer au premier bilan mondial. Il a également été demandé au KCI de préparer un rapport de synthèse pour le bilan mondial d'ici février 2022.

La promesse de fournir 8,5 milliards de dollars pour soutenir la transition énergétique de l'Afrique du Sud a soulevé la question du financement des "transitions justes", un sujet que le forum des mesures de riposte a jusqu'à présent évité. Le texte de la décision finale établit d'ailleurs un lien explicite entre la "transition juste" et les "flux financiers".

Programme de travail Action commune de Koronivia pour l'agriculture

Le Programme de travail Action commune de Koronivia pour l'agriculture - qui est en cours depuis plusieurs années - devait se terminer à la COP26. Mais lorsque les sessions de consultation informelles se sont terminées à la fin de la première semaine, un texte est resté fortement croché. Les conclusions, ainsi qu'une "feuille de route" indiquant à quoi ressemblera le processus Koronivia à l'avenir, seront maintenant débattues lors de la 56^{ème} session des organes subsidiaires en juin 2022.

L'un des principaux points d'achoppement des négociations de Koronivia était la proposition d'inclure une référence à l'agroécologie, un terme qui englobe un large éventail de pratiques agricoles axées sur l'équité et la protection des écosystèmes. Le Groupe Africain, le Groupe des Pays les Moins Avancés et l'UE ont été les "trois grands champions" qui ont fait pression pour que le texte fasse référence à l'agroécologie. Les États-Unis et l'Inde faisaient partie des pays opposés à son inclusion.

Les consultations ont également donné lieu à un désaccord sur la question de savoir si l'atténuation devait être incluse dans le texte de Koronivia aux côtés de l'adaptation. Certains pays développés ont fait pression pour que les travaux incluent l'atténuation, tandis que certains pays en développement s'y sont opposés.

Le projet de conclusion fixe un nouvel objectif : "recommander un projet de décision pour examen et adoption" lors de la COP27 à Sharm el-Sheikh l'année prochaine.

Programme de travail renforcé de Lima relatif au genre

En prévision de la réunion de la Commission de la condition de la femme en mars 2022, des dirigeants et des militants se sont réunis le mardi 9 novembre pour discuter des progrès réalisés dans le cadre du "plan d'action en faveur de l'égalité des sexes" (PAG), qui avait été lancé lors de la COP25.

Alok Sharma a annoncé que le Royaume-Uni s'engageait à financer à hauteur de 165 millions de livres sterling deux programmes visant à "faire progresser l'égalité des sexes tout en luttant contre le changement climatique". Plusieurs autres annonces ont suivi, notamment un engagement américain de 14 millions de dollars en faveur du Fonds d'action pour l'équité et l'égalité entre les sexes et l'engagement du Canada à faire en sorte que 80% des promesses de financement du climat au cours des cinq prochaines années visent l'égalité entre les sexes.

Le 11 novembre, les Parties ont adopté un texte de décision qui "exhorte" les Parties à "accélérer leurs efforts" pour mettre en œuvre le PAG. Le texte fait également de multiples références à la

pandémie du coronavirus et à son "approfondissement des inégalités préexistantes". Les militants, ainsi que le groupe Women & Gender Constituency, ont salué ces engagements comme un "pas dans la bonne direction", mais se sont inquiétés du fait que les questions d'égalité des sexes sont souvent mises de côté dans les négociations et que de nombreuses voix importantes ont été exclues des processus de la COP.

Action pour l'autonomisation climatique

L'Action pour l'autonomisation climatique (AAC) vise à donner à tous les membres de la société les moyens de s'engager dans l'action climatique par le biais de six mécanismes principaux : l'éducation, la formation, la sensibilisation du public, la participation du public, l'accès du public à l'information et la coopération internationale.

Le programme de travail de l'AAC, d'une durée de huit ans, convenu lors de la COP18 à Doha, a pris fin l'année dernière. La COP26 a donc été chargée d'adopter un nouveau programme de travail de l'AAC pour Glasgow. Celui-ci a été finalisé lors d'une séance plénière le jeudi 11 novembre. Certaines ONG ont déclaré que ce nouveau programme de travail présente des "trous béants", notamment en « supprimant toute référence significative aux droits humains ».

Autour de la COP

Annonces de la présidence britannique de la COP

Engagements en matière de déforestation

Deux annonces majeures concernant la déforestation ont été faites lors du sommet des dirigeants au début de la COP26 :

- La première, la déclaration des dirigeants de Glasgow sur les forêts et l'utilisation des terres, a été signée par plus de 130 pays qui ont promis de « travailler collectivement pour arrêter et inverser la perte de forêts et la dégradation des terres d'ici 2030 ». Cependant, quelques jours après la publication de la déclaration, des conflits ont éclaté quant à son contenu. La ministre indonésienne de l'environnement et des forêts, Siti Nurbaya Bakar, a qualifié l'engagement de « clairement inapproprié et injuste ». Les médias ont rapporté que le vice-ministre indonésien des affaires étrangères, Mahendra Siregar, avait déclaré que son pays interprétait l'engagement comme « une gestion durable des forêts (...) et non comme la fin de la déforestation ».
- La seconde, une nouvelle déclaration sur les forêts, l'agriculture et le commerce des produits de base (FACT), a été menée conjointement par le Royaume-Uni et l'Indonésie et vise à soutenir le commerce durable entre les pays producteurs et consommateurs de produits de base. La déclaration a été signée par 28 pays « représentant 75% du commerce mondial des principaux produits de base » qui contribuent à la déforestation.

Engagement mondial concernant le méthane

L'une des principales annonces faites au cours de la première semaine de la COP26 a été le lancement officiel de l'engagement mondial concernant le méthane par le président américain Joe Biden et la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen. Annoncée en septembre, cette promesse demande aux pays de réduire leurs émissions de méthane de 30% entre 2020 et 2030 et d'utiliser les « meilleures méthodes d'inventaire disponibles » pour quantifier les émissions.

Les 105 pays qui avaient signé au moment de l'annonce – dont l'Indonésie, le Canada, le Brésil et le Royaume-Uni – représentent « près de la moitié des émissions mondiales de méthane » et « 70 % du PIB mondial ». Bahreïn, l'Uruguay, Cuba et la Malaisie ont ensuite rejoint le groupe, portant le total à 109. Parmi les absents notables figurent l'Australie, la Chine, l'Inde et la Russie, même si la Chine a ensuite accepté une réunion avec les États-Unis « au cours du premier semestre de 2022 pour se concentrer sur les spécificités de l'amélioration de la mesure et de l'atténuation du méthane ».

Selon l'annonce, le respect de cet engagement « réduirait le réchauffement d'au moins 0,2°C d'ici 2050 ». Cependant, une analyse rapide publiée par Carbon Brief a suggéré que des réductions mondiales « d'environ 50% seront probablement nécessaires pour atteindre une réduction de 0,2°C ».

Avant la « journée de l'énergie », le jeudi de la première semaine, le gouvernement britannique a publié un communiqué de presse déclarant que « la fin du charbon était en vue et que le Royaume-Uni avait rassemblé une coalition de 190 pays et organisations à la COP26, avec des pays comme la Pologne, le Vietnam, l'Égypte, le Chili et le **Maroc** qui ont annoncé des engagements pour éliminer progressivement l'énergie au charbon. » Parmi ces initiatives figure une « déclaration mondiale sur la transition du charbon vers l'énergie propre », qui engage les nations à « mettre fin à tout investissement dans la production d'électricité à partir du charbon, au niveau national et

international ». Vingt-trois pays, dont l'Indonésie, la Corée du Sud, la Pologne, le Viêt Nam et le Chili, se sont engagés pour la première fois à éliminer progressivement la production d'électricité à partir du charbon, à ne pas en construire et à ne pas y investir. Le communiqué de presse faisait également état de l'adhésion de 28 nouveaux membres – dont sept pays – à l'alliance « Powering Past Coal Alliance » (PPCA), ainsi que d'un certain nombre d'annonces antérieures, telles que le lancement du pacte « pas de nouvelles centrales au charbon » par six pays lors du dialogue de haut niveau des Nations unies en septembre.

Le mélange d'anciennes et de nouvelles annonces – ainsi qu'un communiqué de presse distinct de l'équipe de la présidence de la COP – a provoqué « une certaine confusion et un certain scepticisme quant à ce qui avait été livré ».

Élimination progressive du charbon

Un groupe de 46 pays, dont le Royaume-Uni, le Canada, la Pologne et le Vietnam, s'est engagé à éliminer progressivement le charbon domestique, tandis que 29 autres pays, dont le Royaume-Uni, le Canada, l'Indonésie et le Vietnam, se sont engagés à mettre fin à tout nouveau soutien public international direct aux combustibles fossiles non exploités d'ici à la fin de 2022 et à réorienter ces investissements vers les énergies propres. L'Alliance « Au-delà du pétrole et du gaz », dirigée par le Costa Rica et le Danemark – avec les principaux membres que sont le Royaume-Uni, le Groenland, l'Indonésie, le Québec, la Suède et le Pays de Galles – s'est engagée à mettre fin aux nouveaux cycles d'octroi de licences pour l'exploration et la production de pétrole et de gaz et à fixer une date de fin conforme aux objectifs de l'Accord de Paris.

Financement des combustibles fossiles

À l'occasion de la « journée de l'énergie », plus de 30 pays et institutions financières ont signé une déclaration dans laquelle ils s'engagent à cesser tout financement du développement des combustibles fossiles à l'étranger et à réorienter ces dépenses vers les énergies vertes. Le Royaume-Uni, les États-Unis, le Canada et l'Indonésie figurent parmi les pays qui ont signé la déclaration, ainsi que des institutions telles que la Banque européenne d'investissement et la Banque de développement de l'Afrique de l'Est.

Des efforts ont également été déployés pour accroître les investissements dans l'énergie solaire avec le lancement d'un nouveau programme d'action pour l'investissement solaire par le WRI, l'Alliance solaire internationale (ISA) et Bloomberg Philanthropies, qui identifie les opportunités à fort impact pour accélérer les investissements et atteindre l'objectif de l'ISA de mobiliser 1 000 milliards de dollars d'investissements solaires d'ici 2030.

Voitures à zéro émission

Lors de la « journée du transport », le jeudi de la deuxième semaine, l'équipe de la présidence de la COP26 a annoncé une nouvelle déclaration sur « l'accélération de la transition vers des voitures et des camionnettes à 100% d'émissions nulles ». Dans le cadre de cet accord, qui n'est pas juridiquement contraignant, la coalition de pays, de villes, de constructeurs automobiles et d'autres organisations a déclaré qu'elle « s'efforcera de faire en sorte que toutes les ventes de voitures et de camionnettes neuves soient exemptes d'émissions [...] à l'échelle mondiale d'ici 2040 et au plus tard en 2035 sur les principaux marchés ».

Parmi les signataires figurent le Royaume-Uni, le Canada, la Norvège et le Chili, ainsi que Ford Motor Company, General Motors, Jaguar Land Rover, Mercedes-Benz et Volvo. Un autre groupe de pays, dont l'Inde et le Kenya, a accepté de « travailler intensément à la prolifération accélérée » des véhicules à émissions nulles.

L’ Royaume-Uni, la Chine et les États-Unis n’ont pas encore signé, ce qui rendra difficile la réalisation de l’objectif consistant à ramener les émissions des véhicules là où elles doivent être d’ici 2050. C’est également « l’une des raisons pour lesquelles plusieurs constructeurs automobiles n’ont pas donné leur accord » selon certains médias. Parmi les entreprises qui se sont retirées, on trouve Volkswagen, Renault, Stellantis, BMW et Nissan.

Alliance financière

Le mercredi de la première semaine était la « journée du financement » et a vu le lancement de la Glasgow Financial Alliance for Net-Zero (GFANZ), qui a déclaré que ses membres – quelque 450 entreprises dans 45 pays – s’étaient engagés à verser 130 milliards de dollars pour la transition vers le net zéro. L’initiative est présidée conjointement par Mark Carney, envoyé spécial des Nations unies pour l’action climatique, et Mike Bloomberg, envoyé spécial des Nations unies pour l’ambition et les solutions climatiques.

Percées de Glasgow

Lors de la deuxième journée du sommet des dirigeants mondiaux de la première semaine, le Premier ministre britannique Boris Johnson a lancé le « Breakthrough Agenda », décrit dans le communiqué de presse de la présidence de la COP comme « un engagement à travailler ensemble au niveau international au cours de cette décennie pour accélérer le développement et le déploiement des technologies propres et des solutions durables nécessaires pour atteindre les objectifs de l’Accord de Paris, en veillant à ce qu’elles soient abordables et accessibles à tous ». Les « Percées de Glasgow », visent principalement cinq secteurs à fortes émissions : l’électricité, le transport routier, l’acier, l’hydrogène et l’agriculture.

Plus de 40 pays – dont le Royaume-Uni, les États-Unis, la Chine, l’Australie et l’Inde – ont approuvé le programme. Collectivement, ces objectifs couvrent « plus de 50 % des émissions mondiales », selon le gouvernement britannique :

- L’énergie : L’énergie propre est l’option la plus abordable et la plus fiable pour que tous les pays puissent répondre efficacement à leurs besoins en énergie d’ici 2030.
- Le transport routier : Les véhicules à zéro émission sont la nouvelle norme et sont accessibles, abordables et durables dans toutes les régions d’ici 2030.
- Acier : L’acier à émissions quasi nulles est le choix préféré sur les marchés mondiaux, avec une utilisation efficace et une production d’acier à émissions quasi nulles établie et en croissance dans toutes les régions d’ici 2030.
- Hydrogène : De l’hydrogène renouvelable et à faible teneur en carbone est disponible à un prix abordable dans le monde entier d’ici à 2030.
- Agriculture : L’agriculture durable et résiliente au changement climatique est l’option la plus attrayante et la plus largement adoptée par les agriculteurs du monde entier d’ici à 2030.

Chaque objectif dispose de ses propres paramètres pour mesurer les progrès accomplis et identifie d’autres initiatives mondiales avec lesquelles collaborer. Il convient de noter que les 40 nations n’ont pas toutes signé pour participer à l’ensemble des objectifs et que l’annonce comportait peu de détails concrets sur la mise en œuvre.

Autres annonces effectuées lors de la COP26

- Les États-Unis sont devenus la quinzième nation à rejoindre le Groupe de haut niveau pour une économie océanique durable, qui engage ses membres à gérer durablement 100 % des eaux nationales de leur pays.

- Des acteurs non étatiques, notamment des investisseurs, des entreprises, des villes et des régions infranationales, ont également rejoint des initiatives d'action collective visant à favoriser la transformation économique. Plus de 2 000 entreprises se sont engagées à définir des objectifs de réduction de leurs émissions fondés sur des données scientifiques, et de nouvelles orientations ont été publiées juste avant la COP26 pour aider les entreprises à définir des objectifs nets zéro crédibles. Des orientations pour la fixation d'objectifs solides pour les déclarations nettes zéro dans le secteur financier sont encore en cours d'élaboration.
- Plus d'un millier de villes et de gouvernements locaux ont rejoint la « Cities Race to Zero » (course vers zéro) afin d'intensifier l'action en faveur du climat pour limiter l'augmentation de la température mondiale à 1,5 degré C.
- Afin de responsabiliser les entreprises et les autres acteurs dans la réalisation de leurs objectifs de réduction nette de la consommation, le Secrétaire général des Nations Unies, António Guterres, a annoncé la création d'un groupe d'experts de haut niveau qui établira des normes claires pour mesurer et évaluer ces engagements.

Déclaration d'ouvertures

Les Parties et les observateurs ont fait des déclarations d'ouverture dans lesquelles ils ont fait part de leurs attentes concernant les travaux de l'ensemble des organes :

- La Guinée, au nom du *GROUPE DU G77 ET DE LA CHINE*, a appelé les pays développés à renforcer leurs objectifs de réduction des émissions à l'échelle de l'économie et à intensifier la fourniture de l'appui aux pays en développement, a souligné que le financement climatique est la clé du succès de la COP 26, et a insisté sur la nécessité de respecter les engagements de longue date en matière de financement du climat, tels que l'objectif de 100 milliards de dollars.
- *L'UNION EUROPÉENNE* a déclaré que le groupe se « battra » pour un résultat ambitieux qui fasse avancer l'action bien avant 2030. Elle a présenté les éléments d'un résultat fructueux, notamment : des règles solides pour l'article 6 de l'Accord de Paris (approches coopératives) ; des dispositions pour le cadre de transparence renforcée ; et un calendrier commun pour les CDN de toutes les Parties.
- Le Gabon, au nom du *GROUPE AFRICAÏN*, a souligné qu'il s'attend à ce qu'une résolution sur la prise en compte des besoins et des circonstances particulières de l'Afrique soit adoptée, notant les preuves scientifiques de la vulnérabilité du continent. Il a appelé à : parvenir à un accord sur l'opérationnalisation de l'objectif mondial sur l'adaptation d'ici la COP 27, conclure les travaux sur le nouvel objectif financier lors de la COP 27, et pour le « paquet transparence » afin de garantir un soutien adéquat pour les rapports des pays en développement.
- Antigua-et-Barbuda, au nom de *l'ALLIANCE DES PETITS ÉTATS INSULAIRES (AOSIS)*, a appelé à : la mise en place d'une plate-forme officielle pour faire le point sur l'écart par rapport à l'objectif de 1,5°C, l'adoption d'une décision de la COP26 demandant aux grandes économies de supprimer progressivement les subventions aux combustibles fossiles d'ici 2023, et un l'atteinte d'un résultat concret à la COP26 sur l'appui financier pour les pertes et préjudices, en notant que cela devrait être supplémentaire à l'objectif de 100 milliards de dollars. Elle a souligné la nécessité d'un financement sous forme de subventions pour garantir la marge de manœuvre budgétaire des pays vulnérables.
- Le Pérou, au nom de *l'ASSOCIATION INDEPENDANTE DE L'AMÉRIQUE LATINE ET DES CARAÏBES (AILAC)*, a exhorté les Parties à aborder la crise climatique

sur la base de la science. Il a appelé à ce que le G20 prenne des mesures suivant le principe de « responsabilités communes mais différenciées et capacités respectives » (CBDR-RC), à un nouvel objectif de financement collectif, et à l'opérationnalisation du Réseau de Santiago sur les pertes et préjudices.

- L'Inde, au nom du *BRÉSIL, de l'AFRIQUE DU SUD, de l'INDE et de la CHINE (BASIC)*, a souligné le principe des CBDR-RC et les circonstances particulières des pays en développement, notamment dans le contexte de la COVID-19. Elle a exhorté les pays développés à réduire considérablement leurs émissions et à accroître leur soutien aux pays en développement en matière de financement, de transfert de technologie et de renforcement des capacités. Elle a appelé à un nouvel objectif financier quantifié et à une feuille de route claire pour l'atteindre.
- L'Arabie saoudite, au nom du *GROUPE ARABE*, a demandé de préserver l'équilibre entre les points de l'ordre du jour, en particulier dans le cadre de l'article 6, et a appelé à prolonger le plan d'action du Comité d'experts de Katowice sur les impacts des mesures de riposte mises en œuvre (KCI) en raison des retards liés à la COVID-19.
- Le Bhoutan, au nom des *PAYS LES MOINS AVANCÉS (PMA)*, a mis l'accent sur le financement, l'adaptation et le soutien à la lutte contre les pertes et préjudices en tant que questions prioritaires, soulignant que « le financement consiste maintenant à rétablir la confiance. » Il a appelé à l'opérationnalisation du réseau de Santiago sur les pertes et préjudices et a souligné que la COP et la CMA continuent d'avoir l'autorité pour gouverner le Mécanisme international de Varsovie relatif aux pertes et préjudices liés aux incidences des changements climatiques (WIM).

Sommets des Leaders Mondiaux et annonces de nouveaux CDN

- De nombreuses annonces importantes ont été faites en dehors des négociations tout au long des deux semaines. Les deux premiers jours, plus de 100 annonces de haut niveau ont été faites au cours du « Sommet des Leaders Mondiaux », notamment un engagement audacieux de l'Inde à atteindre des émissions nettes nulles d'ici 2070, assorti d'objectifs à court terme (dont des objectifs ambitieux en matière d'énergies renouvelables pour 2030), la signature par 109 pays de l'engagement mondial en faveur du méthane, qui vise à réduire les émissions de 30% d'ici 2030, et l'engagement pris par 141 pays (au 10 novembre) d'arrêter et d'inverser la perte de forêts et la dégradation des terres d'ici 2030 (avec un financement de 18 milliards de dollars, dont 1,7 milliard destiné à soutenir les populations autochtones).
- Le Secrétaire général des Nations Unies, António Guterres, a déclaré que les récentes annonces en matière d'action climatique pourraient donner l'impression que le monde est en bonne voie pour atteindre les objectifs de l'Accord de Paris. Qualifiant cette impression d'illusoire, il a averti que si les engagements ne sont pas respectés d'ici la fin de la présente conférence des Parties, **les pays devront revoir leurs plans, non pas tous les cinq ans, mais chaque année, jusqu'à ce que la température de 1,5 °C soit garantie**, que les subventions aux combustibles fossiles prennent fin, que le carbone ait un prix et que le charbon soit progressivement éliminé.
- Le Premier ministre espagnol Pedro Sánchez a annoncé une allocation de 30 millions de dollars au Fonds d'adaptation en 2022 et un engagement à augmenter de 50 % ses financements climatiques d'ici 2025, pour atteindre 1,35 milliard d'euros par an, et à allouer 20 % de ses droits de tirage spéciaux aux pays vulnérables.

- Le Président américain Joseph Biden a exprimé sa détermination à démontrer que les États-Unis sont non seulement de retour à la table des négociations, mais qu'ils montrent également l'exemple. Il a annoncé les premières mesures des États-Unis : stratégie à long terme pour atteindre des **émissions nettes nulles au plus tard en 2050** ; communication sur l'adaptation ; et contribution au Fonds d'adaptation. Il a fait part de son intention de **quadrupler le financement américain en faveur du climat d'ici 2024**. Il a également annoncé le lancement, avec l'UE, de l'engagement mondial en faveur du méthane, par lequel plus de 70 pays s'engagent à réduire collectivement leurs émissions de méthane d'au moins 30 % d'ici à 2030 par rapport aux niveaux de 2020.
- Le Président indonésien Joko Widodo a déclaré que le secteur de la foresterie et de l'utilisation des terres de son pays, qui contribue à 60% des émissions de l'Indonésie, deviendra **un puits de carbone net d'ici 2030**.
- Le Président du Gabon, Ali Bongo Ondimba, a déclaré que son pays est le pays le plus positif en matière d'émissions de carbone au monde, qu'il a adopté une loi sur le climat et qu'il soumettra une nouvelle NDC après Glasgow. Il a appelé les grandes économies à soumettre de nouveaux CDN conformes à la norme de 1,5°C, a proposé un « Plan Marshall pour le Climat » et a exhorté les pays développés à décupler l'objectif collectif de financement du climat au-delà de 2025 afin de répondre aux besoins des pays en développement.
- La chancelière allemande, Angela Merkel, a reconnu la responsabilité des pays développés dans la lutte contre le changement climatique. Elle a assuré que les pays développés atteindront l'objectif de **100 milliards de dollars d'ici 2023** et que l'Royaume-Uni portera son financement climatique à **6 milliards d'euros par an d'ici 2025**. Elle a également souligné la nécessité d'une tarification du carbone.
- Le président de la République de Corée, Jae-in Moon, a fait part de ses promesses de **réduire d'ici à 2030 les émissions de 40 % par rapport aux niveaux de 2018**, d'adhérer à l'engagement mondial en faveur du méthane et de favoriser la coopération en matière de restauration des forêts. Il a proposé de faire participer régulièrement les jeunes au processus décisionnel sur le climat.
- Le Premier ministre indien Narendra Modi a annoncé cinq nouveaux objectifs : porter la capacité énergétique des combustibles non fossiles à 500 gigawatts d'ici à 2030 ; satisfaire 50% des besoins énergétiques à partir de sources renouvelables d'ici à 2030 ; réduire d'un milliard de tonnes métriques les émissions de carbone d'ici à 2030 ; réduire l'intensité de carbone de 45 % d'ici à 2030 ; et **parvenir à des émissions nettes nulles d'ici à 2070**. Invoquant la nécessité de mettre en adéquation les financements et les ambitions croissantes, il a exhorté les pays développés à fournir au plus vite 1 000 milliards de dollars de financements climatiques et a proposé de mettre en place un système de suivi des financements climatiques afin de faire pression sur les pays qui n'ont pas respecté leurs engagements financiers.

Impact des nouveaux engagements sur l'objectif 1,5°C

La COP26 a donné lieu à une avalanche de nouvelles évaluations sur la signification des promesses existantes et nouvellement mises à jour pour limiter le réchauffement climatique à l'objectif ambitieux de 1,5°C fixé par l'Accord de Paris.

Les **politiques actuelles** conduiront à un réchauffement d'environ **2,6 à 2,7 °C d'ici à 2100** (avec une fourchette d'incertitude d'environ 2 à 3,6 °C), selon la meilleure estimation. Si les pays respectent les contributions conditionnelles et inconditionnelles déterminées au niveau national

(CDN) pour l'objectif à court terme de 2030, le réchauffement prévu est estimé à **2,4°C d'ici 2100** (avec une fourchette d'incertitude d'environ 1,8°C-3,3°C). Si les pays tiennent leurs promesses de réduction nette à long terme, le réchauffement de la planète serait ramené à environ **1,8°C (1,4°C-2,6°C) d'ici 2100**, mais les températures atteindraient probablement un pic de 1,9°C au milieu du siècle avant de diminuer.

Outre les CDN révisés, une série d'annonces ont été faites lors de la COP26, notamment l'engagement mondial concernant le méthane et l'accélération de l'élimination progressive du charbon, ainsi que des engagements des entreprises dans le cadre de la campagne « Race to Zero ». Ces nouvelles annonces, combinées aux récentes mises à jour des CDN, ont probablement permis de réduire le réchauffement de **0,1 °C supplémentaire** par rapport aux engagements pris jusqu'en 2030. De même, la nouvelle promesse de l'Inde de « zéro émission nette d'ici 2070 » réduit l'augmentation prévue de la température mondiale d'environ **0,2 °C**, si tous les pays tiennent leurs promesses de zéro émission nette à long terme.

La mesure dans laquelle les nombreux objectifs nouveaux et révisés seront atteints – en particulier les promesses de réduction nette des émissions à long terme – dépendra de leur traduction en engagements significatifs à court terme. Jusqu'à présent, l'absence d'engagements plus fermes en matière de réduction des émissions d'ici à 2030 a créé un « très grand déficit de crédibilité » pour les promesses de réduction nette zéro. L'incapacité à infléchir la courbe des émissions vers le bas au cours de cette décennie exerce une pression énorme sur le budget carbone restant pour « maintenir 1,5°C ».

Déclaration conjointe des États-Unis et de la Chine sur la question de la crise climatique

Les États-Unis et la Chine ont stupéfié de nombreux observateurs lors de la COP26 le 10 novembre en publiant, sans avertissement, une « déclaration conjointe sur le climat ». La déclaration – décrite par certains médias comme une « surprise » et « inattendue » – montrait que les deux plus grands émetteurs de CO₂ au monde acceptaient de se donner la main pour faire face à la « crise climatique » au cours de cette « décennie critique » dans des domaines tels que la réduction des émissions de méthane, l'abandon progressif du charbon, la promotion de la décarbonisation, la protection des forêts et la coopération technique.

Selon les médias, l'engagement des États-Unis et de la Chine « a provoqué une onde de choc sur le lieu de la conférence » et a suscité « un certain optimisme prudent » alors que des négociations tendues étaient encore en cours lors du sommet.

L'alliance « Au-delà du pétrole et du gaz »

La deuxième semaine de la COP26 a également été marquée par le lancement de l'alliance « beyond oil and gas alliance » (BOGA), qui « cherche à assurer une transition juste et bien gérée de la production de pétrole et de gaz ». Dirigée par les gouvernements du Danemark et du Costa Rica, la coalition compte parmi ses « membres principaux » le Royaume-Uni, le Groenland, l'Espagne, le Québec, la Suède et le Pays de Galles. Elle compte également parmi ses « membres associés » la Californie, la Nouvelle-Zélande et le Royaume-Uni et se targue d'avoir l'Espagne comme « amie du BOGA » – cette dernière « signale son soutien aux objectifs du BOGA, mais ne prend pas de mesures pour réduire la production de combustibles fossiles pour le moment ». Les membres principaux du BOGA ne représentent que 0,2 % de la production mondiale de pétrole tandis que les associés et les amis portent « le chiffre à 0,8 % ».

Parmi les grands producteurs de pétrole et de gaz qui « ont brillé par leur absence » figurent la Russie, l'Arabie saoudite et les États-Unis. Le Royaume-Uni ne figure pas non plus parmi les signataires. L'Écosse serait « en pourparlers » pour rejoindre l'alliance.

Manifestations et implication de la société civile

Les protestations et les manifestations ont été nombreuses tout au long de la quinzaine de jours, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du lieu de la COP26. Les manifestations les plus suivies ont eu lieu les 5 et 6 novembre, lorsque 25 000 et 100 000 personnes, respectivement, sont descendues dans les rues de Glasgow pour exiger des actions de la part des dirigeants de la COP26. La manifestation traditionnelle du samedi central a vu les manifestants se diviser en blocs – notamment « peuples indigènes », « féminisme » et « jeunesse ».

Implication de la jeunesse

Des jeunes du monde entier ont fait entendre leur voix lors de la journée « jeunesse et engagement public » du 5 novembre en présentant à la présidence de la COP une « déclaration mondiale de la jeunesse », signée par plus de 40 000 jeunes de plus de 130 pays. La demande principale était que les jeunes soient « activement et utilement impliqués dans tous les processus ».

La COP26 s'est achevée sur quelques « victoires » pour la jeunesse mondiale, notamment un siège au conseil consultatif du Centre et du réseau des technologies climatiques. Cependant, les représentants de YOUNGO, le groupe d'intérêt des enfants et des jeunes de la CCNUCC, ont soulevé des inquiétudes quant à l'inclusivité, ainsi qu'au caractère symbolique et au « lavage des jeunes ».

Gestion sanitaire, files d'attente et accès à la conférence

Certaines analyses suggèrent que le sommet de Glasgow a été la plus grande COP à ce jour. Pourtant, elles montrent aussi que certains petits États insulaires n'ont pas été en mesure d'envoyer un seul délégué. De plus, les femmes étaient moins nombreuses que les hommes à participer.

Les préparatifs de la conférence ont été marqués par la confusion et l'inquiétude quant aux restrictions imposées par la Covid, à savoir quels vaccins seraient autorisés, les périodes de quarantaine et qui paierait les séjours en quarantaine des délégués. Après la pression de plusieurs pays, le gouvernement britannique a assoupli ses règles pour la conférence. Il a même supprimé sa « liste rouge » de nations un jour après le début de la COP26.

Sur le site de la COP26, les longues files d'attente ont fait partie de l'expérience quotidienne de la première semaine : les participants ont déclaré avoir passé une heure et plus dans les files d'attente, avec des files d'attente même à la sortie du site. À la fin de la conférence, les délégués de certains pays en développement ont dû faire la queue pendant des heures pour obtenir un test PCR et rentrer chez eux.

Plusieurs participants – dont les négociateurs financiers de l'UE et du G77+Chine – ont été testés positifs à la Covid-19 et ont dû être mis en quarantaine, ce qui a jeté le doute sur l'efficacité de leur participation. Bien que des cas très médiatisés aient été signalés, la présidence britannique de la COP n'a jamais révélé le nombre réel de participants ayant été testés positifs.

De nombreux observateurs ont également exprimé leur colère en raison de l'accès limité aux plénières d'ouverture et au sommet des leaders.

La route vers la COP27

Dans une période marquée par l'incertitude, la méfiance et l'escalade des impacts climatiques, la COP26 a affirmé à quel point une action collective mondiale est essentielle pour faire face à la crise climatique. Bien que nous ne soyons pas encore sur la bonne voie, les progrès réalisés au cours de l'année écoulée et lors du sommet sur le climat ont offert des points lumineux et une base solide sur laquelle s'appuyer. Ces progrès montrent également que les mécanismes de l'Accord de Paris visant à renforcer l'ambition et le financement fonctionnent, bien qu'imparfaitement et pas encore au rythme dont nous avons besoin.

Au cours de l'année à venir, les principaux émetteurs devront intensifier leurs objectifs de réduction des émissions pour 2030 afin de s'aligner sur la norme de 1,5 degré Celsius, des approches plus solides sont nécessaires pour tenir tous les acteurs responsables des nombreux engagements pris à Glasgow, et une attention beaucoup plus grande doit être accordée à la manière de répondre aux besoins urgents des pays vulnérables au climat afin de les aider à faire face aux impacts climatiques et à passer à des économies nettes zéro. Le Pacte de Glasgow pour le climat décrit les étapes clés pour y parvenir. Mais ce n'est qu'une fois ces étapes franchies que nous aurons vraiment une chance d'atteindre l'objectif de 1,5 degré C et de construire un avenir plus sûr et plus juste pour nous tous.